

Monsieur l'Orateur, j'ai l'intention, comme vous l'avez souligné, de critiquer le président de la Commission canadienne des transports. Je pense que le président est convaincu que le service-voyageurs par chemin de fer est condamné à plus ou moins longue échéance au Canada. Par ailleurs, des millions de dollars sont consacrés dans d'autres ministères pour lutter contre la pollution, pour la construction de routes et le reste, alors que la Commission poursuit cette politique d'abandon. Pour le pays tout entier, c'est un sujet d'inquiétude, et je pense que les membres du Parlement devraient s'en inquiéter aussi.

Je remercie les députés du temps supplémentaire qu'ils m'ont accordé.

M. Rud L. Whiting (Halton): Monsieur l'Orateur, je voudrais d'abord me joindre aux autres orateurs pour féliciter les motionnaires de l'Adresse en réponse au discours du trône. Le premier, le député de Bourassa (M. Trudel), comme on l'a déjà mentionné, s'assoit tout près de moi et est devenu un bon ami. De plus, il m'a fait l'honneur et le plaisir de visiter ma circonscription, l'automne dernier, et de parler à un groupe de gens à Halton. A cette occasion, il s'est fait de nombreux amis et j'ai pris la liberté de leur expédier des copies de son discours. Ils lui souhaitent toutes sortes de bonnes choses et une longue carrière parlementaire.

Au second motionnaire, le député d'Assiniboia (M. Douglas), puis-je dire que mes mandants n'ont pas eu le plaisir de sa visite. Toutefois, comme je le connais et après avoir entendu son discours, je puis lui assurer une chaude réception s'il vient dans la circonscription d'Halton.

Au commencement d'une nouvelle décennie, il convient de renouveler nos espoirs et nos aspirations, et de faire le compte des valeurs qui ont pris de l'importance dans notre société. C'est en quelque sorte une période d'inventaire où nous considérons les réalisations antérieures et les mettons en balance avec les problèmes qui ne cessent d'appeler des solutions. Il est temps de réaffirmer notre foi en nos institutions et en notre régime démocratique. Ce sont ces pensées que traduisait le discours du trône lorsqu'il faisait allusion à la liberté individuelle et à l'égalité des chances comme à nos biens les plus précieux. Dans le discours, on parle d'un bonheur de vivre qui se mesure en termes qualitatifs et non quantitatifs, et d'une société qui encourage la créativité, l'audace, l'ingéniosité et l'initiative.

• (5.50 p.m.)

A mesure qu'on y développe ces idées, le discours du trône reflète l'optimisme du gouvernement pour qui les années 70 seront une décennie de croissance et d'expansion, non seulement des biens matériels mais de tout ce qui donne aux Canadiens un mode de vie que leur envie le reste du monde. Je le dis malgré l'épreuve cruelle qui frappe le Canada depuis deux semaines. Notre plus grand devoir est d'être solidaires et d'appuyer l'autorité. Tra-
vaillons donc à l'épanouissement de tous. Nous avons des problèmes, réglons-les.

L'agriculture est encore un problème important en dépit des efforts réels et résolus des sociétés agricoles organisées, des ministères provinciaux et fédéral de l'Agriculture pour apporter à cette industrie une stabilité économique et sociale raisonnable. L'importance de l'in-

[M. Skoberg.]

dustrie est un fait notoire. Lorsque les prix sont inférieurs au coût de production, lorsque les marchés pour les produits agricoles sont insuffisants par rapport au volume des denrées produites, alors l'industrie est en mauvaise posture. A notre époque, il y a très peu d'années qu'on pourrait qualifier de satisfaisantes et un grand nombre ont été médiocres, ce qui nuit à l'expansion et à l'évolution du pays en quête de stabilité et de sécurité.

Nous avons eu recours à des offices de commercialisation, au contrôle des emblavures et des prix, à des subventions visant à assurer des prix minimums et à d'autres moyens pour essayer d'éviter la surproduction et d'assurer un niveau de vie convenable pour les producteurs agricoles placés dans l'étau coût-prix et aux prises avec des excédents invendables.

Durant tout ce temps il y a eu des protestations humanitaires quant à l'explosion démographique, au problème de la faim au sein de l'abondance, au gaspillage de grains emmagasinés à cause du manque de moyens de distribution, des problèmes de crédits et de paiements, etc.

Il n'y a pas de réponse à la question de savoir quand et comment chacun de ces problèmes sera réglé à la satisfaction de ceux qui sont directement et indirectement concernés. Mais, pour l'instant, examinons l'agriculture dans le contexte des autres industries canadiennes. Elle est en mauvaise posture avec ses taudis ruraux qui se multiplient et les cultivateurs qui abandonnent la terre en nombre sans cesse croissant, surtout pour des raisons économiques. Il est plus probable que l'exode rural s'intensifiera au lieu de diminuer. Il va sans dire que les fermes désertées ne sont pas toutes complètement abandonnées, mais il y en a suffisamment qui le sont pour menacer notre principal héritage, le sol. Le moment est venu d'élaborer une nouvelle conception de ce patrimoine. Au cours des dernières décennies, et à toutes les époques, l'objectif principal de l'agriculture a été d'obtenir que la terre produise plus abondamment, tout en la protégeant contre la détérioration et les abus. Le but était de produire des aliments pour les peuples de la terre.

Dans ce domaine, nous avons assez bien réussi. Il n'y a pas le moindre doute là-dessus, le Canada peut produire la plus grande partie des aliments dont a besoin notre population. S'il le fallait, les progrès techniques sont tels que nous pourrions, en moins de cinq ans, doubler notre production. Mais ce ne serait possible que si l'on veillait à ce que l'usine, l'entreprise d'agriculture ou d'élevage, ne tombe pas dans l'abandon et le délabrement. Les fabricants se tirent d'affaires quand ils se voient pris dans l'étau coût-prix ou qu'ils doivent faire face à une situation de surproduction par rapport à la capacité du marché à absorber leurs produits. Entre autres choses, ils tentent de mettre au point de nouveaux articles qu'ils ajoutent à leur production et de nouveaux procédés qui maintiendront en activité leurs moyens de production.

Parmi les mesures que pourrait prendre l'agriculture au Canada, il y aurait celle de trouver des débouchés secondaires pour les produits de la terre. Tout en demeurant le nourricier de l'humanité, l'agriculteur devrait se faire le fournisseur de matières premières à nos grandes industries de transformation qui sont en plein essor. Il faudrait par des travaux de recherches s'assurer des possibilités: quels genres de cultures? Quel besoin l'industrie